

“Et vivre, c’est ne pas se résigner” (Albert Camus)

FO : le syndicat qui reste un syndicat

Déclaration liminaire **F.O.-DGFIP 60**

CTL du 22 octobre 2015

Madame la Présidente,

vous n'ignorez pas que, partout, les portes claquent et les boycotts se multiplient.

Plus nos dirigeants ont le "dialogue social" à la bouche, plus ils le piétinent.

L'heure est grave, chacun s'en rend compte.

Au plus haut niveau, le Premier Ministre Valls a appliqué la méthode du rhinocéros là où le chantage de la Ministre Lebranchu n'avait pas abouti sur l'accord dit "PPCR"¹ : au mépris des organisations syndicales, il a tout écrasé sans ménagement pour aboutir sur la casse du statut et pour réaliser des économies substantielles sur le dos des fonctionnaires en révisant leurs grilles et en allongeant leurs déroulements de carrière. C'est dire l'impasse dans laquelle il se trouve pour gérer le volet RH de la réforme territoriale. C'est dire à quel point cet accord est une bonne opération pour notre gouvernement. Un tel acte de violence répond à des travaux de négociation de longue haleine en anéantissant tous les espoirs.

Pire encore, la communication ministérielle est fondée sur un mensonge lamentable. Il est ainsi fait référence à une Loi² qui n'existe pas, pour atteindre péniblement 49% de signataires de l'accord "PPCR", soit toujours moins que les 50% exigés. Comme la Loi le dit, les fonctionnaires ont des droits mais aussi des devoirs, mais pour qu'elle soit respectée elle ne doit pas être bafouée par ceux qui devraient en être les garants.

Au passage, **FO** constate l'arnaque de "l'accord majoritaire" qui découle de la Loi du 5 juillet 2010 "relative à la rénovation du dialogue social", issue des "accords de Bercy" adoptés le 2 juin 2008 dans la fonction publique (non signés par **FO**) et qui transposaient au secteur public la "position commune" sur la représentativité syndicale, combattue par **FO** mais signée en avril 2008 par le patronat³, la CGT et la CFDT.

Force Ouvrière n'a pas signé "PPCR" car il était mauvais pour les fonctionnaires, comme **Force Ouvrière** n'a pas signé les accords de Bercy car ils étaient mauvais pour le dialogue social.

1 "Avenir de la Fonction Publique – Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations"

2 "déontologie, droits et obligations"

3 Medef et CGPME

Face à un Projet de Loi de Finances 2016 dévastateur, dans le droit fil de ses prédécesseurs et aggravé par une baisse historique du budget de l'action sociale amputée de 12 millions d'euros, **FO** Finances, avec les autres fédérations, a quitté le Comité Technique Ministériel du 13 octobre, puis le CHS-CT Ministériel du 14 octobre.

A la DGFIP, **FO** a décidé, avec Solidaires, CGT et CFDT, de ne plus participer aux Comités Techniques de Réseau ni aux Groupes de Travail. Face à la stratégie d'autisme et d'évitement du Directeur Général en CTR le 28 septembre, la porte a claqué. Face aux multiples reculs annoncés en Groupe de Travail sur les mutations (fin du mouvement complémentaire, allongement des délais de séjour etc.), la porte a claqué en septembre. Hier encore, face au déni de dialogue social ambiant, les élus B ont claqué la porte de la CAP Nationale n°6.

Mais ce n'est pas tout. Alors que ce sujet n'a jamais été abordé avec les organisations syndicales, une expérimentation de caisse sans numéraire est lancée au mépris des besoins des populations les plus fragiles et de nos partenaires dans le secteur public local. Dans le même temps et toujours sans concertation, une instruction précise les conditions de participation de la DGFIP aux maisons de service au public, tandis que l'équipe de renfort ne peut soudainement plus opter pour le forfait...

Dans ce contexte délétère, les attentes sont plus fortes que jamais en matière de rémunérations, de carrière, de reconnaissance.

En milieu hostile, nos conditions de travail continuent à se dégrader, la saleté des locaux étant emblématique de la carence des moyens.

Et c'est dans ce climat social hyper-tendu que 2130 emplois seront encore supprimés au PLF 2016 (un nouveau record). La DDFiP de l'Oise, déjà exsangue, ne supportera pas une nouvelle saignée sans dommages collatéraux, et encore moins sans réagir.

***FO appelle tous les personnels du département à se mobiliser,
à résister aux attaques, à s'inscrire dans l'action,
y compris par la grève.***

Les élus **FO au CTL de l'Oise**

titulaires

Bernadette PHILIPS Beauvais
Olivier VALEYRIE Beauvais
Jacky DURAND équipe de renfort
Sandrine NAYROLLES Beauvais
Martine MESTRE Senlis

suppléants

Patricia LECLERCQ Breteuil
Marie-Lyne DOURIEZ Clermont
Geneviève TOMBRET Attichy
Jean-Luc MAYEUR Compiègne
Béatrice JULIEN équipe de renfort

experte Marie-Christine RAYAUME équipe de renfort